

LETTRE OUVERTE A M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET A MADAME LA SECRETAIRE D'ETAT

Pour la troisième année consécutive, vous nous faites l'honneur de visiter notre Académie en en faisant la vitrine d'une politique orchestrée depuis 2017, en des lieux choisis, par des personnels aux ordres menant vos préconisations avec zèle en ignorant tout ce qu'il y a derrière de vanité. Cette mise en lumière des gadgets ministériels : petits déjeuners, rentrée en musique, potagers, devoirs faits, redoublements, interdiction de l'utilisation du portable, SNU.....masque mal pourtant la réalité du terrain.

Depuis deux ans, la transformation promise en 2018, de nos vies, par le travers de nos métiers est effectivement en marche : la réforme de la fonction publique va pouvoir mettre en musique la loi pour une école de la confiance et nous réduire à des exécutants obéissants aux ordres comminatoires que vous ne manquerez pas de produire par le biais de diverses circulaires .

L'objectif que vous avez assigné à notre école a réduit celle-ci aux fondamentaux, l'école est renvoyée au mécanisme prôné et vendu à l'opinion publique comme le graal jamais atteint faisant croire que les apprentissages se réduisent à la répétition, au recopiage..... .Pourtant, en 2010, vous officiez auprès de M. Luc Châtel , à tel point que vous étiez considéré comme le ministre bis de l'éducation nationale et des programmes équivalents à ceux que vous vendez à l'opinion publique actuellement , ont été mis en place et ont été évalués l'an dernier par PISA,PIRLS sans résultat probant en actant même une baisse renouvelée des résultats .

Mais la doctrine et l'idéologie que vous prônez conduisent au formatage des pratiques pédagogiques par le biais de circulaires directives que vous assénez chaque année et le pilotage de l'éducation par les résultats en jouant sur le désarroi général au sein de la communauté éducative (parents enseignants) permettra de promouvoir des dispositifs inopérants (programme parler, parler bambin) mais qui contribue à diffuser une pédagogie réactionnaire à laquelle vous croyez envers et contre tout. Quand les résultats ne seront pas au rendez-vous, nous serons les coupables désignés.

Alors que la formation est au cœur de tout système éducatif efficient, vous pensez qu'il n'est pas nécessaire d'investir en ce domaine : produire des circulaires et vous obéir indéfectivement y pourvoira.

En outre , la médiation des évaluations autorise véritablement une surveillance tutélaire de notre pédagogie , un certain nombre de nos collègues se sont vus ainsi privés de CP car non « obéisseurs » ,ce qui va permettre la mise en branle d'une véritable intimidation des personnels par le biais d'une hiérarchie intermédiaire habituée à l'obéissance sans conscience, dans un système pyramidal que vous portez à son acmé .

De même , l'illusion d'une l'école inclusive portée par le ministère n' annonce qu'une fois encore la dégradation des conditions d'accueil des élèves porteurs de handicap sous couvert de leur amélioration par l'invention des PIAL qui visent à rationaliser les moyens octroyés, et conduit au renvoi mécanique vers pôle emploi de milliers de personnels en contrats aidés. Ces contrats, dans notre Académie, répondaient bien pourtant à une demande des personnels et des familles. Tout comme la suppression des contrats aidés depuis 2017 a acté la suppression des aides à la direction sans qu'il y soit suppléé.

L'ensemble de la politique éducative a toujours consisté depuis deux ans à redéployer les moyens, mettant en avant des dispositifs : CP CE1 dédoublés, SNU en oubliant de préciser que cette politique se faisait à moyens constants, privilégiant certains aux détriments d'autres : les baisses de postes aux concours enseignants, la suppression de postes dans le secondaire, la fermeture de près de 400 écoles : toutes ces mesures et d'autres encore permettront de financer les milliards nécessaires à la mise en place du SNU...et la boucle est bouclée : ce sont bien les élèves qui se retrouvent otages d'une politique qui ne leur est pas destinée.

Toute cette politique consiste à rationaliser les moyens éducatifs, en estimant que le mieux est l'ennemi du bien et qu'il est possible de mener une politique éducative dépourvue d'ambition, sans moyens, mais en contraignant les enseignants à obéir aveuglément à une doctrine pédagogique garante des résultats attendus .

Le bureau du SAIER UDAS